



Vannes, la mardi 5 février 2019

Aujourd'hui la **CGT** se félicite de la présence de gilets jaunes parmi nous.

1▶ Tout d'abord, suite à la **grave blessure** de Jérôme Rodriguez et de tant d'autres gilets jaunes (19 personnes éborgnés en toute impunité, sans parler des manchots, des tailladés, des éclopés, des gueules cassées), de tant de citoyens **exprimant leur ras-le-bol d'une société de plus en plus précarisante et inégalitaire...**

de tant de passants pris à partie par un **État aux abois qui use de la violence pour éviter d'aborder les vrais sujets ! L'écran de la fumée des lacrymos, monsieur le Président, ne dissimule pas vos arrangements avec les premiers de cordée !**

Nous tenons à faire part de notre indignation, et même de notre colère, face à la répression gouvernementale !

2▶ Gilets jaunes, nous prenons note de **vos revendications toutes aussi légitimes que celles de la CGT**, dans un **contexte d'urgence sociale** que nous dénonçons.

Rappelons aujourd'hui ce qui nous rassemble :

- ☐ une **augmentation** du **SMIC**, du **point d'indice**, de **tous les salaires ainsi que des minimas sociaux**
- ☐ L'annulation de la **CSG** pour tous les retraités
- ☐ La **revalorisation des pensions**
- ☐ L'**égalité salariale Homme / Femme**

Jeunes, privés d'emploi, précaires, salariés du privé et du public,
retraités, Hommes / Femmes...

TOUS CONCERNÉS !

☐ une réforme de la fiscalité :

Que soit rétabli l'impôt sur la fortune (ISF), le paiement des impôts en France des grandes sociétés, une imposition plus forte des hauts revenus et des détenteurs du Capital.

Nous, monsieur Macron, on paie nos impôts !

Que les 1^{ers} de cordée et les entreprises les paient aussi !

TOUS CONCERNÉS !

☐ Toujours sur la fiscalité :

▶ L'allègement des impôts indirects, notamment la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité

▶ La suppression des aides publiques aux entreprises (CICE et exonérations diverses) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale.

☐ D'autres revendications nous sont communes :

▶ Le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un exercice normal de leurs missions !

☐ Mais aussi le respect des libertés publiques et du droit d'expression tel que le droit de manifester ou de s'exprimer, notamment lorsqu'on est fonctionnaire... Droits remis en cause actuellement par ce

gouvernement, comme l'illustre la perquisition des journaux pour étouffer les affaires... dont celle du tristement garde prétorien Benala.

Monsieur Macron, c'est sous Vichy, avec le maréchal Pétain, que les fonctionnaires devaient prêter serment de fidélité, que la Presse était asservie !

Quelle horreur que vous en soyez là pour vous maintenir !

TOUS CONCERNÉS !

Rappelons qu'à cette liste non exhaustive s'ajoute d'**autres menaces** qui pèsent sur tous :

- ▶ La casse des **diplômes nationaux**, des **conventions collectives** et de la **formation professionnelle** (initiale, en apprentissage, continue), livrés au patronat pour développer la concurrence et le nivellement social vers le bas,
- ▶ la fragilisation toujours plus forte de **la Sécurité sociale**, et de ce qu'elle représente comme ciment pour notre société,
- ▶ la casse de l'**assurance chômage**, dans la continuité de l'attaque sur la Sécu, illustre bien la volonté de s'en prendre aux plus faibles,
- ▶ la remise en cause du **système des retraites garanties et par répartition....**

Tous ces assauts sur ce qui permet à **toutes et tous de vivre relativement dignement ne datent pas de votre règne**, monsieur Macron, mais votre **acharnement à vouloir y porter des coups fatals aggrandissent une fracture sociale qui, depuis novembre, a poussé des individus, souvent fatalistes auparavant à la **résistance**. **Nous sommes aux côtés de ceux-ci car ce combat est aussi le nôtre !****

3 ► Pour nous, **aujourd'hui réunis à Vannes,**

▣ Ce sont, dans cette zone d'activités, **des centaines d'emplois supprimés** ces dernières années : Avon-Polymères, Michelin, Bic entre autres ;

▣ Ce sont des **millions d'euros d'aides publiques** à ces entreprises qui **ont été abusivement versées sans garanties pour l'emploi**, à l'image des **260 milliards d'euros d'argent public qui seront octroyés sur le territoire national pour 2019.**

IL EST LÀ, MONSIEUR MACRON, VOTRE POGNON DE DINGUE !

L'argent public issu de nos-impôts et maintenant directement prélevé de nos salaires sert à assister les actionnaires et autres pauvres mendiants capitalistes !

▣ Et que dire du **plan social en cours** ici même, chez Bic ?

C'est le triste exemple de **ces abus patronaux d'entreprise en parfaite santé économique** qui dégagent des centaines de millions d'euros de bénéfices après imposition.

Ces patrons passent leur temps à se dire « **victime de la crise** » mais **les véritables victimes sont les travailleurs qui se retrouvent licenciés !**

Aujourd'hui **33 chez Bic**, nouvelle illustration de la dramaturgie des plans sociaux et de la triste réalité qui se cache derrière :

- **plan de reclassement** qui **ne permettra certainement pas à tous de retrouver un emploi**
- **difficultés financières dans la durée**
- **vie familiale remise en cause**, séparation, etc.
- **santé fragilisée voire pour certains suicides** (les exemples ne manquent pas, demandez aux ex de Doux...)

Voilà le triste, mais bien réel constat des précédents licenciements, des fermetures ou des cessions d'entreprises.

Elle est là, Monsieur le président la véritable violence !

Et vous en êtes, si ce n'est le coupable, au moins le complice, monsieur Macron !

Doit-on sacrifier l'emploi industriel au profit du tourisme et des emplois saisonniers qui vont avec ?

Existe-t-il une vraie politique d'aménagement du territoire pour notre région vannetaise ?

▣ Les élus ont-ils la volonté de se positionner ? Ont-ils la volonté de mettre les moyens dont ils disposent pour la défense des emplois de leurs administrés ?

Nous en doutons fort ! C'est pourquoi **c'est dans la rue mais aussi dans les entreprises** qu'il faut, qu'il faudra se battre. Car il nous faut **construire le rapport de force** pour **gagner le respect**, pour **envisager un autre avenir** qui améliore la vie de tous, plutôt que de favoriser celle de certains.

Parce que nous vivons sur le même territoire !

Parce que nous ne vivons que de notre travail !

Parce que c'est notre travail qui crée la richesse !

Parce que nous sommes le peuple !

C'est tous ensemble qu'il faut lutter !

TOUS ENSEMBLE !